

Questions orales

● (1450)

[Traduction]

L'AGRICULTURE**ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE S'ENGAGER À VERSER DES PAIEMENTS D'APPOINT**

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre ou au vice-premier ministre. Selon un sondage récent, un grand nombre d'agriculteurs n'ont pas confiance en l'avenir, si bien que 59 p. 100 d'entre eux n'envisagent aucune amélioration de leur situation dans un avenir prévisible.

Étant donné que le sondage confirme les prévisions de la Société du crédit agricole selon lesquelles entre le tiers et le quart des agriculteurs seront contraints à abandonner leur exploitation au cours des quelques prochaines années, le gouvernement est-il prêt à admettre qu'il sape lui aussi la confiance en persistant dans son refus de s'engager fermement et explicitement à verser des paiements d'appoint pour l'année qui vient?

[Français]

L'hon. Pierre Blais (ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je pense que le gouvernement et tous les députés de la Chambre sont conscients que l'agriculture est dans une mauvaise passe au plan international, ce n'est pas seulement ici au Canada. Ce récent sondage n'a fait simplement que mettre en lumière justement que c'est important, et que ce que le premier ministre a fait depuis plus d'un an, c'est de sensibiliser les puissances au plan mondial à l'importance de cesser cette guerre de trésorerie qui nuit considérablement aux producteurs de blé, non seulement au Canada mais ailleurs dans le monde. A cet effet-là, monsieur le Président, je pense que le gouvernement canadien a fait tout son possible l'an dernier en injectant un milliard de dollars, ce qui a été absolument extraordinaire, c'est presque quatre fois plus comme paiements d'appoint que ce qui avait été fait dans le passé. Le ministre de l'Agriculture a rencontré les leaders agricoles au cours des dernières semaines, et dans le même sondage, mon collègue oublie de mentionner que le ministre de l'Agriculture obtient l'aval de 60 p. 100 de la population canadienne qui sont favorables et appuient entièrement la volonté du ministre de l'Agriculture actuellement de sauvegarder les intérêts des agriculteurs.

[Traduction]

LA QUESTION DES SUBVENTIONS

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, le ministre et le gouvernement ne reconnaissent-ils pas que le manque de confiance dans l'avenir qu'affichent les agriculteurs est attribuable en partie au fait que le gouvernement a prôné au sommet de Venise, par la voix du premier ministre, la suppression des subventions partout dans le monde, et ce au moment même où la génération actuelle d'agriculteurs compte sur les subventions pour tenir le coup?

[Français]

L'hon. Pierre Blais (ministre d'État (Agriculture)): Je pense, monsieur le Président, que depuis que le premier ministre a rencontré les puissances aux différents sommets incluant le Sommet de Tokyo et le Sommet de Venise, nous avons mis

l'agriculture à l'agenda des grandes puissances. Nous sommes tous conscients du fait qu'il faut diminuer cette guerre. Nous faisons tous les efforts possibles, notamment dans nos négociations à l'intérieur du GATT. Je pense que l'intérêt des agriculteurs canadiens... les agriculteurs savent que le gouvernement actuel est toujours là lorsque les agriculteurs en ont besoin.

* * *

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE**LE MANQUE DE RESSOURCES FINANCIÈRES**

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur la situation grave dans laquelle notre agriculture est plongée. Nous assistons à l'exode agricole le plus important depuis les années 30. Plus de 33 p. 100 des producteurs de céréales et des producteurs de cultures commerciales s'attendent à avoir quitté la terre d'ici à deux ans.

Le gouvernement a permis à la Société du crédit agricole, qui est censée venir en aide aux agriculteurs, d'accumuler une dette de 124 millions de dollars au cours des six derniers mois. Comment le premier ministre s'attend-il à ce que la Société du crédit agricole puisse aider les agriculteurs à continuer à exploiter leurs terres si le gouvernement la laisse sombrer?

[Français]

L'hon. Pierre Blais (ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, il est encore un peu surprenant d'entendre ainsi un député de l'ancien gouvernement, alors que nous avons réussi à ramener les taux d'intérêt qui se sont promenés entre 14, 15 et 18 p. 100 du temps de son gouvernement, et qui ont été ramenés à un niveau de 10 et 11 p. 100. C'était des éléments très positifs pour les producteurs agricoles. Nous avons également mis en place un programme basé sur le coût des denrées, ce qui n'avait jamais été mis en place par le gouvernement précédent, sur lequel nous avons consulté les Canadiens et ce qui a aidé des milliers d'agriculteurs canadiens. Nous allons continuer à suivre de très près ce secteur au niveau des taux d'intérêt. Soyez-en assuré!

[Traduction]

LES SAISIES AGRICOLES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser. Je signale au ministre que le gouvernement a relevé le taux d'intérêt de la SCC à deux reprises durant l'été, à un moment où les agriculteurs affrontent la pire crise financière depuis des années.

Des voix: Oh, oh!

M. Foster: Je signalerai également que, d'après le rapport de la Société, le gouvernement prévoit saisir les terres de quelque 6 000 agriculteurs au cours des deux prochaines années, ce qui représente une superficie de 2,2 millions d'acres.

Pourquoi le ministre et le gouvernement n'installent-ils pas des programmes qui permettraient à ces agriculteurs de maintenir leur exploitation au lieu de saisir 2,2 millions d'acres et des milliers de fermes au cours des deux prochaines années?